



Seul le texte prononcé fait foi

64^{ème} session de l'Assemblée générale

**54^{ème} session de la Commission
de la condition de la femme**

**Bilan de l'application du Plan d'action de Pékin (1995) et
du texte adopté à l'issue de la vingt-troisième
session extraordinaire de l'Assemblée Générale**

Déclaration prononcée par

Patricia Schulz

Cheffe de la Délégation Suisse

Check against delivery

64th Session of the General Assembly

**54th Session of the Commission
on the Status of Women**

**15-year review of the implementation of the Beijing Declaration and
Platform for Action (1995) and the outcomes of the twenty-third
special session of the General Assembly (2000)**

Statement by

Patricia Schulz

Head of Swiss Delegation

New York, le 3 mars 2010

Monsieur le Président,
Mesdames, Messieurs,

La Suisse remercie la Commission de l'organisation de cette troisième rencontre mondiale depuis la Conférence de Pékin. Elle nous permet de renouer avec l'élan et l'engagement vécus en 1995. Ceci est indispensable car les femmes continuent à être discriminées même si des progrès importants ont été atteints.

Monsieur le Président,

I.

Sur le plan national, pour mon gouvernement, l'égalité des chances dans la formation scolaire, professionnelle et universitaire est la condition de l'égalité et de l'autonomie. C'est pourquoi au plan fédéral, on a créé ou renforcé les mécanismes chargés de l'égalité dans tout l'enseignement supérieur et la recherche. Le programme visant **l'égalité des chances entre femmes et hommes** dans les universités a permis de doubler la proportion de femmes professeures – de 7 à 14%. Ce chiffre reste certes trop bas, mais nous sommes entrés dans une dynamique favorable : la cible est de 25% en 2012.

Les cinq dernières années ont été marquées par des stratégies et des projets novateurs en matière d'**égalité salariale**.

D'une part, nous avons développé un logiciel nommé «**LOGIB**» qui permet aux entreprises de plus de 50 personnes de vérifier, par elles-mêmes et de façon aisée, si leur système salarial respecte l'égalité des salaires. De nombreuses entreprises et administrations utilisent cet outil efficace. L'Allemagne et le Luxembourg ont déjà développé leur propre version du logiciel. Plusieurs autres pays sont intéressés à l'adapter.

D'autre part, la Suisse soutient un «**Dialogue sur l'égalité des salaires**» avec les organisations patronales et syndicales au niveau national. Son but est d'éliminer en 5 ans la discrimination salariale en incitant les entreprises à procéder à un autocontrôle volontaire de leur politique salariale avec le logiciel Logib et à éliminer les discriminations le cas échéant.

Nous tirons un bilan très positif des subventions, qui financent des projets novateurs de promotion de l'égalité dans la vie professionnelle lancés par des organisations de femmes, des syndicats ou d'autres groupements.

Monsieur le Président,

Dans la **lutte contre la violence domestique**, la Suisse a fait des progrès importants. **Au niveau législatif**, nous avons renforcé les moyens d'action, en introduisant la punissabilité d'office des actes de violence commis dans les couples, mariés ou non, hétérosexuels comme homosexuels. Notre loi prévoit aussi l'expulsion du partenaire violent du domicile commun ainsi que l'interdiction de contacter la victime. Nous avons amélioré la saisie statistique des violences, ce qui permettra de mieux cibler la prévention. Le grand défi demeure celui de l'application. Si la police est maintenant formée à intervenir en cas de violence domestique, ce n'est pas encore le cas de tous les autres personnels concernés, comme les médecins, les juges, les services sociaux, etc. L'Organisation Internationale de la Francophonie a adopté une Déclaration engagée sur les violences faites aux femmes, comme contribution importante à cette session de la CSW.

II.

La Suisse s'engage à maintenir et, dans la mesure du possible, à renforcer son engagement en faveur de la mise en oeuvre de la Déclaration et de la Plate-forme d'action de Beijing, de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et des Objectifs du Millénaire pour le Développement.

La Suisse procède à un mainstreaming systématique de la dimension de genre dans tous ses programmes d'aide au développement, de promotion de la paix et de politique de sécurité humaine. Dans l'aide bilatérale, elle contribue à une meilleure représentation des femmes dans les processus de prise de décisions sur le niveau local. Elle soutient plusieurs initiatives pour l'amélioration de la santé reproductive des femmes et, au niveau multilatéral, elle finance de manière conséquente le FNUAP et le UN Trust Fund to End Violence against Women. Dans le cadre de son engagement pour la mise en œuvre de la résolution 1325, la Suisse soutient des projets dans différents pays et rédige son second plan d'Action national. Depuis-2007, on pratique une budgétisation sensible au genre pour les dépenses publiques dans la politique de promotion de la paix, de la sécurité humaine et des droits humains ainsi que dans la coopération bilatérale et multilatérale.

III.

Monsieur le Président,

la Suisse poursuivra ses efforts et veut en particulier éviter que la crise économique et financière aggrave les inégalités entre femmes et hommes. Elle veut souligner le rôle crucial des femmes dans la sécurité alimentaire, le soutien des familles, les conflits armés ainsi que la promotion de la paix. Par conséquent la Suisse soutient activement la création de la nouvelle entité composite genre qui permettra aux Nations Unies de contribuer de manière plus efficace à l'égalité entre les sexes et à l'autonomisation des femmes, en partenariat avec les Etats membres. La Suisse s'engage en faveur d'une adoption rapide de cette réforme.

Je vous remercie de votre attention.

Mr President,
Ladies and Gentlemen,

Switzerland would like to thank the Commission for organizing this third international meeting since the Beijing Conference. It is an opportunity to renew the energy and commitment generated in 1995 which we consider to be essential because **even though much progress has been made, women still suffer discrimination.**

Mr President,

I.

At the national level, for my government equality of opportunity in schooling and vocational and university education is the precondition for equality and independence. This is why at the federal level we have strengthened mechanisms to ensure equality throughout higher education and research. The programme to ensure **equality of opportunity between men and women** in universities has led to a doubling of the proportion of female professors, from 7 to 14%. This figure is still too low but we are moving in the right direction: the target figure is 25% by 2012.

The last five years have been characterised by innovative strategies and projects regarding equal salaries.

We have developed a software application called "**LOGIB**" which enables companies with more than 50 employees to check easily and on their own initiative whether or not their salary system respects equality. Many enterprises and administrations are now using this tool efficiently. Germany and Luxembourg have already developed their own versions of the software. Other countries are interested in adopting it.

The Swiss Confederation is also supporting a "**Dialogue on equal salaries**", involving employers' organisations and trade unions at national level. The aim is to eliminate wage discrimination over the next five years by encouraging enterprises to carry out voluntary self-assessments of their wages policies using LOGIB and to eliminate discrimination if appropriate.

The subsidies to finance innovative projects to promote equality in the workplace launched by women's organizations, trade unions, and other groups have had very positive results.

Mr President,

Switzerland has made good progress in **combating domestic violence. We have legislated** to strengthen our means of action by making acts of violence committed within couples automatically punishable, whether the persons concerned are married or not, heterosexual or homosexual. Our law also provides for the expulsion of the violent partner from the shared home and prevents him or her from contacting the victim. We have improved our statistical recording of instances of violence which will enable us to target preventive measures more accurately. The great challenge remains that of implementation. Although the police are now trained to intervene in cases of domestic violence, this is not yet true of all the other personnel involved, such as doctors, judges and the social services, etc. "L'Organisation internationale de la Francophonie" has adopted a strong declaration addressing the issue of violence against women as an important contribution to this session of the CSW.

II.

Switzerland is actively involved in maintaining, and where possible, increasing its commitment to the implementation of the Beijing Declaration and Platform for Action, the Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women, and the Millennium Development Goals.

Switzerland has been systematically mainstreaming the gender dimension in all its programmes concerning development and cooperation, peace promotion and human security policy. In its bilateral aid programmes it is also contributing to increasing the representation

of women in decision-making processes at the local level. It is supporting several initiatives to improve female reproductive health. At the multilateral level it has been financing UNFPA and the UN Trust to End Violence against Women. In the framework of its commitment to implement resolution 1325, Switzerland is supporting projects in various countries and is in the process of drafting its second national action plan. Since 2007, Switzerland has integrated the gender perspective into its budgets for financing policies on peace promotion, human security and human rights, as well as in both bilateral and multilateral cooperation.

III.

Mr President,

Switzerland will pursue these efforts, and in particular it is determined not to let the economic and financial crises widen inequalities between women and men. It will emphasise the crucial role of women in ensuring food security and providing family support, as well as in situations of armed conflict and activities to promote peace. This is why Switzerland actively supports the creation of the new Composite Gender Entity that will enable the United Nations to contribute more efficiently to equality between the sexes and to the empowerment of women, in collaboration with the member States. Switzerland is committed to a rapid adoption of this reform.

Thank you for your attention.

